

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

ORGANISMES	TITRE DU PROJET	RÉSUMÉ DU PROJET	ATOUTS ET ACQUIS OBLIGATOIRES
CYBERDROIT			
1. eQuality Project	Information Guide on How to File Complaints in Cyber Law (1 or 2 students from the Civil Law Section)	<p>When our rights are violated online, we may not know where to start our complaint. Therefore, the students will assist the eQuality Project with building tool/information kits for youth, parents and community groups to let them know how to ask Facebook to take down content, how to file a complaint about online harassment/violence, an access to information request, a PIPEDA privacy complaint and possibly more.</p> <p>The research can start on what resources are already out there (especially among eQuality Project partners), pointing to them, identifying gaps and filling gaps.</p>	<u>Asset courses :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Cyberdroit ○ Droit Judiciaire 1, 2 et/ou 3 ○ Droit de la communication dans le cyber espace ○ Droit et technologie ○ Civil Procedure 1
DROIT DES AUTOCHTONES			
2. Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVD)	Droits de la personne dans la perspective des peuples autochtones (2 ou 3 étudiants)	<p>Le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVD) s'est rendu compte que beaucoup d'Autochtones (cela inclus les Inuits, les Premières nations et les Métis) ne sont pas au courant de leurs droits ce qui leur font vivre des injustices et de l'incompréhension.</p> <p>Il s'agira alors de produire une note de recherche et une brochure sur les droits des Premières nations dans la perspective des droits fondamentaux et des enjeux auxquels ils font face. On touchera les différentes applications de la législation/jurisprudence selon les divers statuts autochtones.</p>	<u>Cours obligatoire :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit des autochtones <u>OU</u> Traditions juridiques autochtones <u>Cours atouts :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit constitutionnel ○ Droits et libertés

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

<p>3. Centre d'innovation des Premiers Peuples (CIPP)</p>	<p>État des droits des Métis au Canada (2 étudiants)</p>	<p>Devant l'accroissement de l'urbanisation des peuples autochtones et du métissage, le CIPP voudrait mieux informer ses membres sur les critères reconnus par la Cour suprême du Canada qui définissent l'identité d'un Métis (Métis de 1^{ère} génération détenant une carte de bande indienne, les enfants de la première génération de Métis, les 2^{ième} et 3^{ième} générations suivantes, les Canadiens ayant des ancêtres Métis), puis sur les droits des Métis selon la catégorie à laquelle ils appartiennent et enfin sur l'impact innovant que pourront avoir ceux-ci dans la cause environnementale.</p> <p>Il s'agira de produire une note de recherche sur la qualification du statut de Métis et l'état des droits des Métis au Canada ainsi que sur leur rôle en matière de protection environnementale, puis de la résumer sous forme de brochure. Il y aura ensuite une présentation pour le CIPP, leurs membres et les citoyens.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit des autochtones OU Traditions juridiques autochtones <p><u>Cours atouts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit constitutionnel ○ Droits et libertés
DROIT DES AFFAIRES			
<p>4. Partenaires du secteur Aylmer (PSA)</p>	<p>Politiques d'un organisme communautaire, initiation au monde des affaires (3 ou 4 étudiants)</p>	<p>PSA est un regroupement qui existe depuis 2004 mais qui vient de s'incorporer, ce qui fait que plusieurs de leurs politiques sont peut-être déjà élaborées, mais il demeure encore un questionnement sur leur légalité.</p> <p>Il s'agira de réviser des politiques en éthique, financement, gouvernance et ressources humaines, ainsi que, si nécessaire, d'élaborer certaines ébauches de politiques à titre informatif.</p>	<p><u>Cours atouts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit de l'entreprise 1 et/ou 2 ○ Droit du travail ○ Droit, éthique et déontologie ○ Thèmes choisis en droit de

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

		La révision des vastes politiques de PSA comportent des dates limites différentes à cause des diverses assemblées générales du conseil d'administration. De ce fait, ce projet donne l'opportunité aux étudiants qui veulent travailler au sein d'entreprises de se familiariser avec les diverses politiques, leur révision et le respect de dates limites. C'est ainsi une expérience concrète du milieu de travail d'un juriste.	l'entreprise
5. Société pour la prévention de la cruauté faite aux animaux de l'Outaouais (SPCAO)	Analyse comparative du statut juridique des organismes de bienfaisance et organismes sans but lucratif au niveau fédéral (1 étudiant)	La SPCAO souhaite diversifier ses activités, mais avant de modifier les services de son organisme ou d'en créer un nouveau, elle a d'abord besoin de bien connaître ses options. Il s'agit alors d'effectuer une recherche de la législation et de la réglementation au niveau fédéral afin de comparer les avantages et les désavantages, les obligations et les responsabilités d'un organisme soit de bienfaisance ou sans but lucratif et d'en faire une analyse comparative .	<u>Cours atouts :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit de l'entreprise 1 et 2 ○ Thèmes choisis en droit de l'entreprise
6. Société pour la prévention de la cruauté faite aux animaux de l'Outaouais (SPCAO)	Statut juridique de l'animal, selon le CCQ, par rapport à la prestation de service de contrôle animalier aux municipalités du Québec (1 étudiant)	La SPCAO est inquiète du nombre croissant d'organismes non officiels qui récupèrent les animaux abandonnés sur son territoire pour leur trouver une nouvelle famille, mais sans avoir les ressources nécessaires afin de retrouver les propriétaires de ces animaux, de leur fournir les soins nécessaires et de s'assurer qu'ils soient adoptés par une famille qui convient aux besoins physiques et émotionnels de l'animal. L'entente de service de contrôle animalier entre la ville de Gatineau et la SPCAO prévoit que seule la SPCAO a le mandat de récupérer les animaux abandonnés sur son territoire.	<u>Cours atouts :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit municipal

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

		<p>Il s'agit alors d'effectuer une note de recherche afin de qualifier le statut juridique des animaux errants retrouvés sur le territoire de la ville de Gatineau. Aussi, il faudra déterminer si les citoyens ont le droit de s'approprier les meubles (animaux) sans maître sur ce même territoire. Enfin, il faudra déterminer si l'entente de service entre la ville de Gatineau et la SPCAO pour le contrôle animalier octroi à la SPCAO un droit de propriété absolu pour les meubles (animaux) sans maître sur le territoire de la ville de Gatineau.</p>	
DROIT DU TRAVAIL			
<p>7. Association des personnes vivant avec la douleur chronique (APVDC)</p>	<p>Droits en matière de santé dans le milieu professionnel (2 ou 3 étudiants)</p>	<p>Un problème de douleur chronique peut survenir du jour au lendemain, que ce soit de la migraine ou de l'arthrite. Tout à coup, notre corps ne suit plus le rythme, on prend du retard dans nos tâches au travail et on sent que l'on nous pousse vers la porte. Selon l'Association des personnes vivant avec la douleur chronique (APVDC), ces personnes finissent par démissionner d'elles-mêmes, ne serait-ce que par la fatigue de leur corps. Elles se retrouvent alors avec de faibles allocations mensuelles couvrant difficilement les dépenses médicales s'étant rajoutées, alors qu'en fait, ce n'est pas la volonté de travailler qui a diminuée, mais bien la capacité.</p> <p>Il s'agira de produire une note de recherche, une brochure et de faire une présentation sur les droits des personnes vivant avec de la douleur chronique en milieu professionnel.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit du travail <p><u>Cours atout :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droits et libertés

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

<p>8. Entre deux roues (E2R)</p>	<p>Révision du code d'éthique d'un centre œuvrant pour des personnes vivant avec de multiples et/ou de lourds handicaps physiques (2 étudiants)</p>	<p>Un préposé dans un centre de services sociaux pour une population vulnérable, comme les personnes vivant avec un handicap léger ou lourd, ne peut vendre ses services ou ses biens aux usagers qu'il accompagne. Il ne peut pas non plus développer des relations d'amitié avec eux et les ajouter sur Facebook ou Twitter. Cela semble évident, mais il arrive que la ligne entre être prévenant et être un ami s'amincisse, d'où l'importance d'un Code d'éthique clair et complet. Entre deux roues, un organisme communautaire à but non lucratif œuvre pour une telle population vulnérable et cherche alors à mettre à jour son propre Code d'éthique, afin d'éviter les malentendus et les incidents.</p> <p>Il s'agira de réviser le Code d'éthique d'Entre deux roues et de produire une note de recherche sur ce qu'un excellent Code d'éthique pour un centre de services sociaux œuvrant pour une population vulnérable contiendrait. Il faudra éviter l'avis juridique.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit du travail
<p>9. Gîte Ami (GA)</p>	<p>Révision d'une convention collective en prévision de sa renégociation (1 ou 2 étudiants)</p>	<p>Le Gîte Ami a eu plusieurs malentendus avec ses employés à cause de vides juridiques, de termes vagues et d'incohérences entre les articles de sa convention collective. Dans le but d'éviter les griefs et en vue de sa prochaine renégociation, il s'agira de la réviser afin d'informer le Centre de ce qu'une convention collective claire et précise comporterait, là où les étudiants notent des contradictions, tout en évitant l'avis juridique. Ce projet est une expérience concrète du monde d'un avocat œuvrant en droit du travail.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit du travail

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

DROITS DE LA FAMILLE, DE L'ENFANCE ET DES ÂÎNÉS			
10. Centre de justice de proximité de l'Outaouais (CJPO)	<p align="center">La demande en matière familiale : projet pilote de rencontres de clients (2 étudiants)</p>	<p align="center"><u>PREMIER FLP AU QUÉBEC!</u></p> <p>Un quart des citoyens qui se prévalent des services du Centre de justice de proximité de l'Outaouais (CJPO) recherche de l'information juridique quant au droit de la famille. Certains auront des questionnements par rapport à la demande de divorce ou encore sur la demande de modification du jugement de garde et de pension alimentaire pour les enfants.</p> <p>Il s'agira alors d'offrir des rendez-vous à des citoyens afin de leur expliquer la manière dont il faut remplir les demandes, en regardant des guides et modèles avec eux et en suivant une liste à cocher, après leur avoir fait signer une « Entente de service ». Suite aux rencontres, les étudiants devront prendre des notes selon les procédures en vigueur au CJPO. À la fin du projet pilote, ils devront remettre à la coordonnatrice PBSC et à la directrice du CJPO un rapport du projet. S'il y a des moments inoccupés, il faudra commencer à produire des guides similaires à ceux d'Éducaloi, sur la demande de séparation pour conjoints de fait et les demandes conjointes en matière familiale.</p> <p align="center"><u>Les étudiants devront être disponibles pour une entrevue durant la semaine du 18 septembre. Ils devront aussi pouvoir se déplacer au CJPO pour des formations et pour rencontrer en novembre des citoyens.</u></p>	<p><u>Année d'études</u> : 3^e ou 4^e année</p> <p><u>Cours obligatoire</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit des personnes et de la famille ○ Droit judiciaire 1 <p><u>Cours atouts</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit judiciaire 2 et/ou 3 ○ Tout cours complémentaire en droit de la famille

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

<p>11. Association des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO)</p>	<p>Femmes immigrantes violentées et le droit familial québécois (2 étudiants)</p>	<p>Les femmes immigrantes victimes de violence conjugale peuvent vouloir mettre fin au cercle vicieux et contacter l'AFIO, mais ni l'organisation, ni ces femmes ne maîtrisent l'état du droit familial du Québec. Comment pourront-elles alors divorcer et conserver la garde de leurs enfants? Et si elles ne sont pas violentées et veulent tout simplement de l'information sur leurs droits au sein du mariage?</p> <p>Il s'agit alors de produire pour les employés de l'AFIO un document de recherche résumant le droit familial québécois, afin qu'ils puissent informer ponctuellement ces femmes sur leurs droits et devoirs au sein de leur mariage/union, les conditions et effets du divorce ou de la séparation, ainsi que sur la validité au Québec des contrats de mariage produits ailleurs dans le monde.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit des personnes et de la famille
<p>12. Association des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO)</p>	<p>Prévention de l'intervention du DPJ (2 ou 3 étudiants)</p>	<p>Beaucoup de familles immigrer au Québec et il n'est pas rare de noter des divergences culturelles par rapport aux méthodes disciplinaires parentales, car réprimander par la violence est la norme dans certaines cultures. Le DPJ intervient alors souvent sans que les familles comprennent ce qui se passe, faute de maîtriser la langue et de comprendre le processus. Ces familles tentent d'obtenir des conseils chez l'AFIO, mais il arrive fréquemment qu'il soit trop tard.</p> <p>Il s'agit de produire pour les employés de l'AFIO un document en prévention des interventions du DPJ afin qu'ils puissent mieux accompagner les mères de famille immigrantes les</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit de l'enfance OU Exposé juridique - Enfants de droit (DRC 3500 B) ○ Droit des personnes et de la famille

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

		consultant. (explications du processus d'intervention du DPJ dans le cadre de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et du <i>Code civil du Québec</i> , etc.)	
13. Connexions Resources Centre (CRC)	Family, Wills and Estate Law, as well as Prevention of Family Psychological and Financial Abuse of the Elderly (2 or 3 students)	<p>The Connexions Resource Center links the English-speaking community of the region of the Outaouais from all age groups to existing services, while providing workshops and general information. Since our relationship with the law, as well as with our family, evolves with age, CRC would like to provide legal information to parents and elders of the region.</p> <p>Therefore, the end result of this project will be a research document that raises awareness on family, wills and estate law, as well as family psychological and financial abuse of the elders with two presentations (for parents and elders). These topics will be touched upon: the difference between marriage, civil union and common-law couples, the difference between the effects of divorce and separation, wills and estates, as well as family psychological and financial abuse of the elders.</p>	<p><u>Mandatory courses:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit des personnes et de la famille ○ Droit des successions <p><u>Asset courses :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit de la famille ou Droit patrimonial de la famille ○ Planification fiscale et successorale ○ Droits et libertés
DROIT NOTARIAL			
14. Clinique notariale de l'Outaouais (CNO)	Planification successorale, rencontres de clients et brouillons de testaments (3 étudiants)	Si le litige ne vous intéresse pas, il y a toujours le notariat! Avec ce projet, vous aurez la chance de concrétiser votre plan de carrière. Il y aura des formations pratiques, sur la planification successorale, les mandats d'inaptitudes et dans une moindre mesure, la succession. Vous pourrez acquérir de nouvelles compétences en rédigeant des brouillons de testaments et	<p><u>Année d'études :</u> 3^e ou 4^e année</p> <p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit des successions

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

		<p>vous pourrez même travailler directement avec des clients, sous la supervision d'un notaire. Enfin, vous éduquerez le public lors de conférences en assistant le notaire-superviseur dans des foyers pour personnes âgées sur les testaments, les mandats d'inaptitudes et la succession.</p> <p style="text-align: center;"><u>Les étudiants devront être disponibles pour une entrevue durant la semaine du 18 septembre. Ils devront aussi pouvoir se déplacer à la Clinique pour des formations OBLIGATOIRES dans les mois suivants et pour tenir des conférences.</u></p>	<p><u>Cours atouts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Régimes de représentation et d'administration (DRC4555) ○ Clinique juridique (DRC4779)
DROIT DE L'IMMIGRATION			
15. Canadian Bar Association (CBA)	CBA Immigration Law Reform (1 student from the Civil Law Section)	<p>The CBA National Immigration Law Section seeks to respond quickly and effectively to developments in Canadian immigration law by making submissions to various government bodies. When the government proposes changes to legislation, the CBA will provide a submission and send someone to speak at the house. Students will help the Section to research and draft submissions. In doing so, students will gain insight into the practice of immigration law, the policy-making process, and public interest considerations in this field.</p> <p>In addition to that, students will create an internal manual that catalogues member resources and materials. Members in the Immigration law section frequently request the government to release information. Students will review the information the government sends and will draft a guidebook, integrating all the information received.</p>	<p><u>Mandatory course :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit de l'immigration OR Introductory immigration & refugee law <p><u>Asset course :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Refugee Law course

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

16. CHUO.fm	Journalisme juridique en droit de l'immigration (2 étudiants)	<p>Vous aimez la communication, l'actualité et le droit de l'immigration? Et bien, voici un projet pour vous : du journalisme juridique à la radio du campus! CHUO est une station de radio communautaire située au pavillon Morisset qui favorise un contenu multiculturel. Divers groupes l'écoutent et c'est ainsi une opportunité d'éduquer un vaste public sur leurs droits. Nous toucherons 5 sujets : les demandes de statut de réfugié, les permis de travail, les étudiants internationaux, l'immigration d'investissement et le parrainage.</p> <p>Il s'agira pour chaque étudiant de produire mensuellement un épisode d'une heure (entrevue avec une personnalité en lien avec le thème du mois), son résumé de 5 minutes et une chronique de 5 minutes. Saisissez cette opportunité et prenez le micro!</p> <p style="text-align: center;"><u>Les étudiants devront pouvoir se déplacer au pavillon Morisset pour des formations et l'enregistrement des épisodes/chroniques.</u></p>	<u>Cours obligatoire:</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit de l'immigration <u>Cours atouts :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit administratif ○ Droit du travail
DROITS ET LIBERTÉS			
17. Association canadienne des libertés civiles (ACLC)	Parler des droits de l'Association canadienne des libertés civiles (1 étudiant)	<p>L'objectif est d'éduquer la société canadienne sur les libertés civiles en créant du contenu accessible sur un sujet assigné. Il faudra d'abord collecter de l'information (recherches préliminaires et un résumé). Puis, il faudra rédiger des documents (environ 5) dans le format le plus approprié selon le sujet et l'avis d'ACLC (graphiques, vidéos, baladodiffusions, etc.). De plus, l'étudiant aura l'opportunité, s'il le souhaite, de</p>	<u>Atouts :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Cours de droit constitutionnel ○ Passion pour les libertés civiles, l'actualité et/ou la politique

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

		<p>continuer le projet durant tout l'été.</p> <p>Aussi, il faudra participer à 4 « séances intensives » sur les libertés civiles au cours de l'année scolaire. Durant ces séances en ligne, l'étudiant pourra consulter en exclusivité d'éminents spécialistes sur différents sujets relatifs aux libertés civiles. Les séances seront d'au plus d'une heure. Les étudiants doivent prendre part à au moins 3 des 4 séances au cours de l'année. Nous essayerons de tenir compte des horaires.</p> <p><u>Les étudiants devront être disponibles pour une formation en ligne le mercredi 4 octobre à 15 h (HNE) OU le jeudi 5 octobre à 12 h (HNE) ET durant la semaine du 10 au 13 octobre.</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Expérience en rédaction de textes destinés à la mise en ligne ○ Initiative
<p>18. Association canadienne des libertés civiles (ACLC)</p>	<p>Veille sur les droits de l'Association canadienne des libertés civiles (1 ou 2 étudiants)</p>	<p>L'objectif est d'éduquer la société canadienne sur les violations des libertés civiles dans un domaine assigné en créant du contenu accessible via le blogue « Veille sur les droits de l'ACLC ». Il faudra suivre une question d'actualité en lien avec les libertés civiles au Canada et à l'échelle locale en faisant des recherches et en publiant sur le blogue une fois par semaine 200 à 400 mots.</p> <p>Aussi, il faudra participer à 4 « séances intensives » sur les libertés civiles au cours de l'année scolaire. Durant ces séances en ligne, l'étudiant pourra consulter en exclusivité d'éminents spécialistes sur différents sujets relatifs aux libertés civiles. Les séances seront d'au plus d'une heure. Les étudiants doivent prendre part à au moins 3 des 4 séances au cours de</p>	<p>Atouts :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Cours de droit constitutionnel ○ Passion pour les libertés civiles, l'actualité et/ou la politique ○ Expérience en rédaction de textes destinés à la mise en ligne ○ Initiative

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

		<p>l'année. Nous essayerons de tenir compte des horaires.</p> <p><u>Les étudiants devront être disponibles pour une formation en ligne le mercredi 4 octobre à 15 h (HNE) OU le jeudi 5 octobre à 12 h (HNE).</u></p>	
19. Association de l'ouïe de l'Outaouais (ADOO)	<p>Défense des droits des personnes handicapées, malentendantes et sourdes (2 ou 3 étudiants)</p>	<p>La communauté des malentendantes ou des personnes sourdes forme une vraie culture à part. Leurs valeurs, langues et conditions de vie sont bien différentes de celles du reste de la société. Par exemple, ils vivent des enjeux qui leur sont spécifiques, comme l'angoisse de manquer son rendez-vous parce que notre nom n'est pas affiché, le malaise de devoir demander à des étrangers de nous avertir quand notre tour viendra ou l'embarras de devoir argumenter avec son médecin son besoin d'un interprète. Ils ont du mal à communiquer avec le monde autour d'eux et ils ont besoin de jeunes juristes afin de leur faire connaître leurs droits.</p> <p>Il s'agira de produire une note de recherche relevant les droits des personnes handicapées au niveau international en comparaison avec ceux garantis au Canada.</p>	<p><u>Cours atouts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit international des droits de la personne ○ Droit constitutionnel ○ Droit international public ○ Droits et libertés
20. Action ontarienne contre la violence faite aux femmes	<p>Droits linguistiques et violence faite aux femmes (1 étudiante de la Section de droit civil, idéalement de sexe</p>	<p>Beaucoup de femmes franco-ontariennes victimes de violence qui portent plainte se retrouvent dans une situation où leur dossier connaît des délais additionnels, parce qu'elles demandent des services juridiques en français. Parfois, elles se voient même nier l'audience dans cette langue. L'organisme Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF)</p>	<p><u>Cours obligatoires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droits linguistiques au Canada ○ Droit constitutionnel

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

(AOcVF)	féminin)	<p>est particulièrement sensible à la question des droits des minorités linguistiques en Ontario.</p> <p>Il s'agit alors de produire un travail de revendication en analysant les lois, jurisprudences et rapports pertinents. Ils serviront de base juridique à l'argumentaire pour de meilleurs services juridiques en français pour les femmes franco-Ontariennes victimes de violence. Ce projet donne aux étudiants une expérience concrète de l'exercice des droits linguistiques.</p> <p style="text-align: center;"><u>Les étudiants devront être disponibles pour une entrevue durant la semaine du 18 septembre.</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> ○ Droits et libertés <p><u>Cours atouts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Thèmes choisis de droit constitutionnel ○ Theory and Practice of Social Justice Law ○ Le droit : Contexte sociologique
21. Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais (APHVO)	Accessibilité visuelle des sites Web et droit à l'image (2 étudiants)	<p>Certaines personnes connaissent l'inconvénient d'être dans l'impossibilité de lire un courriel ou de l'information provenant du gouvernement à cause de la taille des caractères ou du faible contraste. L'Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais (APHVO) œuvre pour la défense des droits et intérêts de ces personnes. Il est venu à leur attention qu'il existe au niveau fédéral une Norme sur l'accessibilité des sites Web, mais qu'il n'y en a pas au Québec. L'APHVO voudrait alors comprendre l'état du droit à ce sujet au niveau fédéral et aux niveaux provinciaux, à titre de comparaison et de recommandation pour le Québec.</p> <p>D'autre part, l'organisme aime immortaliser les événements communautaires qu'il organise, donc prendre en photo et en</p>	<p><u>Cours atouts :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit constitutionnel ○ Droits et libertés

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

		vidéo les participants. Il obtient leur consentement, mais se demande à quelle fréquence cela doit être fait et pendant combien de temps un tel consentement est valide. Il y aura alors une recherche sur le droit à l'image , les manières d'obtenir le consentement et la fréquence à laquelle il faut le renouveler.	
DROIT DU LOGEMENT			
22. Centre alimentaire d'Aylmer (CAA)	Situation de pauvreté et contrats de logement (2 ou 3 étudiants)	<p>Le Centre alimentaire Aylmer (CAA) cherche à favoriser la sécurité alimentaire dans la région tout en offrant des services d'accompagnement socioéconomique. Des citoyens en situation d'itinérance ou de pauvreté extrême ont révélé au CAA que la précarité de leur situation de logement est en lien avec le peu de renseignements qu'ils détiennent sur les droits et obligations que les différents types d'entente entraînent, surtout quand elles sont verbales. Il n'est pas rare qu'ils soient jetés dehors de chez un ami, malgré une entente verbale et un paiement déjà effectué. Ils se retrouvent alors à nouveau en insécurité alimentaire, sans logis, sans contacts et avec très peu de fonds.</p> <p>Il s'agira alors de faire une note de recherche pour le CAA, puis de la résumer en une brochure qui sera remise aux citoyens lors de la tenue d'un kiosque. Ce sera sur les effets de détenir ou non un contrat, verbal ou écrit, dans une situation de logement tout en expliquant les droits et obligations qui résultent des différentes relations de logement.</p>	<p><u>Cours obligatoires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit des obligations 1 et 2

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

<p>23. Droit-accès de l'Outaouais (DAO) et le Gîte-Ami (GA)</p>	<p>Droits, obligations et contrats dans l'hébergement de personnes marginalisées (3 ou 4 étudiants)</p>	<p>Le Gîte Ami est un centre d'hébergement temporaire pour personnes sans domicile et il cherche à établir un code de vie applicable à ses usagers. D'autre part, Droit-accès de l'Outaouais (DAO) souhaite que l'on démystifie les implications d'un contrat d'hébergement, puisque les droits de beaucoup de personnes en situation de vulnérabilité financière sont bafoués sans qu'ils ne le sachent, puisque les modalités de ces contrats sont souvent incomprises.</p> <p>Il s'agit alors d'une note de recherche sur les droits et obligations des usagers des centres d'hébergement temporaire et celles des parties dans un contrat d'hébergement.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit des obligations 1
DROIT PÉNAL			
<p>24. Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF)</p>	<p>Les obstacles du processus judiciaire pour les survivantes d'agressions sexuelles (1 étudiante de la Section de Droit civil, idéalement de sexe féminin)</p>	<p>Selon Action ontarienne contre la violence faite aux femmes (AOcVF), notre système de justice comporte des failles à différentes étapes du processus, que ce soit par les mythes sexistes, les mauvaises pratiques ou les difficultés administratives. Ces femmes, qui décident de déclarer l'incident à la police, ont besoin de posséder un document les informant des obstacles qu'elles pourraient rencontrer, afin qu'elles puissent mieux gérer leur dossier et mieux participer dans le processus judiciaire. De plus, cela rendra plus aisé le travail des intervenantes qui œuvrent dans ce domaine.</p> <p>De ce fait, il s'agira de produire une note de recherche faisant une rétrospective sur le processus judiciaire canadien dans le cas d'un dossier d'agression sexuelle. Il faudra ensuite en faire</p>	<p><u>Cours obligatoires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit judiciaire 1 ○ Droit pénal 1

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

		<p>une brochure et une présentation à l'équipe d'AOCVF. Le travail tournera autour de l'analyse, de manière précise et méthodique, des failles du système de justice par rapport aux cas d'agressions sexuelles. Les étudiants devront se baser au minimum sur de la doctrine et de la jurisprudence.</p>	
<p>25. Droit-Accès de l'Outaouais (DAO)</p>	<p>Enquête de dangerosité et discrimination des personnes vivant avec un problème de santé mentale (2 étudiants)</p>	<p>Selon Droit-Accès de l'Outaouais, les lois imposant des enquêtes de dangerosité entraînent une quasi-criminalisation du dossier médical, puisque les moments de détresse psychologique (telles les tentatives de suicide) sont compris à tort dans les antécédents judiciaires. De plus, elles limitent l'accès à l'emploi ainsi qu'aux activités bénévoles et elles créent de l'hésitation à demander de l'aide s'il y a des répercussions professionnelles.</p> <p>Il s'agira d'effectuer un travail de revendication recensant toutes les lois qui sous-tendent les vérifications d'antécédents judiciaires (provincial). Il faudra mettre en avant la discrimination que ces lois permettent par leur manque de spécificité et par l'absence d'obligation pour les policiers de filtrer leurs notes avant de les mettre dans un dossier. De plus, il faudra analyser et s'inspirer du cas de l'Ontario où des organismes, dont John Howard Society, ont mené des revendications voulant apporter un changement à la discrimination qu'un casier judiciaire apporte jusqu'à ce qu'un pardon soit accordé sous le <i>Criminal Records Act</i>.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit pénal 1

TABLEAU DES PROJETS 2017-2018

<p>26. IDJE au sein du Centre de placement spécialisé du Portage (CPSP)</p>	<p>Analyse de la récidive en droit pénal de la jeunesse (2 étudiants)</p>	<p>Divers organismes de la région souhaitent prévenir la criminalité adolescente. Toutefois, ils donnent des interprétations différentes de la <i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i> (LSJPA), ce qui engendre une confusion par rapport aux paramètres d'un dossier de récidive, par exemple.</p> <p>Il s'agira de produire une note de recherche pour le programme IDJE du Centre de placement spécialisé du Portage (CPSP) sur les cas de récidive chez les adolescents et chez les adultes en bris de conditions imposées pour un crime commis à l'adolescence, en analysant la LSJPA.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit pénal 1
<p>27. Maison Unies-Vers-Femmes (MUVF)</p>	<p>Entrevues de procureurs et guide sur la violence conjugale (2 ou 3 étudiantes, idéalement de sexe féminin)</p>	<p>La Maison Unies-Vers-Femmes (MUVF) est une maison d'aide et d'hébergement pour les femmes et leurs enfants victimes de violence conjugale. Afin d'assurer leur sécurité, la MUVF se doit de rester à l'affût des pratiques des acteurs impliqués dans le système judiciaire, dont les procureurs de la couronne. D'ailleurs, la MUVF ressent l'urgence de se familiariser avec leurs pratiques, afin de faciliter son travail et de favoriser la réussite des dossiers.</p> <p>Il s'agit de produire un document de référence sur la perception des dossiers et la prise de décision des procureurs de la Couronne en violence conjugale, en prenant en entrevues ceux-ci.</p>	<p><u>Cours obligatoire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Droit pénal 1